Les oies cendrées échappent à la chasse « scientifique »

lundi 12 novembre 2012, par [VINCENT Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2012).

Fin de partie pour les chasseurs d'oies du mois de février ? Le Conseil d'Etat a annulé, mercredi 7 novembre, l'autorisation accordée début 2012 de tirer sur les oies « grises » (cendrées, rieuses et des moussons), à des fins « scientifiques », dans les dix jours suivant la date de fermeture de leur chasse (31 janvier).

La décision du Conseil d'Etat, saisi par l'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas), constitue le dernier rebondissement d'une affaire au long cours. Faut-il fermer la chasse des oies le 31 janvier ? Le 10 février ? Depuis des années, la question sème la discorde entre chasseurs et protecteurs de la faune sauvage. Jusqu'à prendre, début 2012, un tour particulièrement musclé.

Le 23 décembre 2011, le Conseil d'Etat avait rendu une décision enjoignant au ministère de l'écologie de fixer « *dans un délai d'un mois* » une date de clôture qui ne soit « *pas postérieure au 31 janvier* » pour la chasse des oies. Le motif : selon la directive européenne sur la conservation des oiseaux sauvages, les migrateurs ne doivent pas être chassés « *pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification* ».

Or, selon le Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse (GEOC), instance collégiale créée en 2009, les vols d'oies cendrées vers le nord au-dessus de la France sont observés de plus en plus tôt. Du fait, peut-être, du réchauffement climatique, une part significative de la migration (10 % à 15 % environ) a lieu désormais avant le 31 janvier.

L'affaire se serait sans doute arrêtée là si la Fédération nationale des chasseurs (FNC) n'avait aussitôt alerté le gouvernement sur « *la colère montante dans le rang des chasseurs de France* », et fait savoir qu'elle n'excluait pas « *d'appeler tous les chasseurs à manifester d'abord au niveau régional, puis à Paris si nécessaire* ».

« ALIBI »

En période préélectorale, la menace a été prise au sérieux : le 3 février, la ministre de l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet autorisait par arrêté le prélèvement d'oies cendrées, rieuses et des moussons entre le 1^{er} et le 10 février 2012 dans treize départements, « *aux fins d'études scientifiques sur l'origine et les déplacements migratoires des populations* » de ces espèces.

C'est cette décision que le Conseil d'Etat vient d'annuler. Les prélèvements autorisés par cet arrêté, précise-t-il, « *ne s'inscrivent dans aucun programme de recherche, et notamment pas dans le programme d'amélioration des connaissances sur l'oie cendrée en France, lancé en 2010* ». L'Aspas, qui se réjouit de voir sanctionner cet « alibi scientifique », espère que cette décision empêchera que l'arrêté ne fasse jurisprudence et ne soit reconduit en février 2013.

Catherine Vincent

P.-S.

* LE MONDE | 09.11.2012 à 15h20.

* Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous abonnant à partir de 1€ / mois | Découvrez l'édition abonnés